



### Compte rendu : réunion délégation Bretagne

Date du rendez-vous	vendredi 6 septembre 2024, à Carnac (atelier Guylaine Mary)
Personnes présentes pour la FFCR – délégation Bretagne - CA	Magalie Troy (délégée Bretagne), Héléna Bülow (co-délégée Bretagne), Natacha Frenkel (CA)
Adhérents FFCR Bretagne	Guylaine Mary, Louise Paboeuf, Dalila Druesne, Jean Yves Le Bot, Gwenola Furic, Marie Vincent, Gilles Mantoux
Compte rendu rédigé/relu par	Rédigé par Héléna Bülow
Thèmes abordés (#motsclefs séparés par des espaces)	

#### Tour de table

Gilles M. (Atelier Régional, Kerguéhennec) : moins d'appels d'offre ces derniers mois par rapport aux années précédentes, laisse apparaître une incertitude budgétaire.

Jean Yves Le B. : phase de décroissance (retraite envisagée), même impression de « calme » pour les demandes. Le contexte politique fait planer l'incertitude budgétaire.

Gwenola F. : le délai d'analyse des offres/réponse aux candidats semble être plus long qu'habituellement. Intervention pédagogique dans des établissements scolaires autour de la photographie, dont une au lycée des métiers d'art du Guesclin (Auray), pour une seconde pro. Inscription au « pass culture » : plateforme où l'on propose des ateliers, conférences ou autre. Nécessité de remplir un dossier pour être agréé par le ministère de la culture. La plateforme compte beaucoup d'artistes plasticiens et du théâtre mais peu de personne du patrimoine.

Magalie T. : création du PEPAC grand ouest et inauguration en mai dernier, atelier partagé en co-working, et ateliers singuliers (arts graphiques actuellement). Conférence à la SFIIC sur la conservation-restauration des peintures mates.

Guyline M. : des musées (généralement de petite taille) sortent des marchés avec des réalités financières hors cadre, trop peu de budget (ex. Carnac, église St-Melaine).

Rappel : quand un marché ne nous semble pas réaliste (demande, délai, budget...) il faut le signaler à la FFCR.

Marie V. : en activité depuis 3 ans, de spécialité Mosaïque et DESS CP. Travaille beaucoup en équipe et en déplacement.

Louise P. : ressent également moins de demandes ou bien des demandes de devis à prévoir en plusieurs phases même pour des petits budgets (1000 - 2000 euros). Dispense des cours à la Fac (L2 archéologie, approche de la conservation-restauration, TD d'ouverture). Ouverture de l'atelier aux journées du patrimoine (septembre). Travail important de sensibilisation auprès des institutions (nous avons un rôle de médiateur et d'expert qui permet de faire prendre conscience l'état d'une collection).

Dalila D. : bonne année, probablement dû à l'atelier et le travail en équipe. Beaucoup de demandes en privé, plus qu'en public.

### **Titre protégé**

*Informations échangées avant les derniers changements politiques :*

Le 28 mai dernier a eu lieu la réunion des différentes associations professionnelles organisée à l'Assemblée nationale par le député Raphaël Gérard. Étaient présents : les Ateliers d'art de France, l'Institut des savoirs faire français, l'UNAMA (Union nationale de l'artisanat des métiers de l'ameublement), l'INP (Olivier Zeder et Charles Personnaz), le GMH (Groupement des entreprises de restauration des monuments historiques), FFCR et pour le ministère de la Culture Pascal Liévaux et Judith Kagan. Il leur a été présenté la dernière version du texte sur le titre protégé pour essayer de lever les doutes sur toute entrave à l'exercice de la restauration.

La réunion s'est conclue sur le fait que personne n'avait de remarques supplémentaires à faire sur le texte proposé.

Cela permet désormais au député d'affirmer qu'il a consulté tous les acteurs dans un dialogue préalable à la proposition de loi. Après cette réunion R. Gérard voudrait déposer le texte assez vite. Son attaché parlementaire pense qu'il vaudrait mieux couvrir tous les aspects du texte avant de déposer. Une cinquantaine de députés sont cosignataires. Pour le conseil de la commission culture récemment interrogé sur ce point, la mention du diplôme est une redondance. Cela a remis en question la mention choisie pour l'appellation. Le ministère de la Culture a fait remonter cette note à son service juridique. L'alternative possible pourrait être « restaurateur du patrimoine ». Le ministère de la Culture devra faire face à ses propres contradictions et devra faire le choix de favoriser ou les métiers d'art ou les conservateurs. Le texte devrait être déposé avant le 15 juillet.

On pourrait envisager d'autres appellations : « restaurateur du patrimoine culturel », « restaurateur des biens culturels » (proche de la mention italienne). Bien sûr, la FFCR préférerait « conservateur-restaurateur » mais il est douteux, même si c'est l'appellation la plus cohérente, que le ministère revienne sur son veto. « Restaurateur des biens culturels » pourrait encore être le plus consensuel.

## **Bouclier bleu de France, section Bretagne**

Création de la section en Bretagne en 2024. Travail sur les pictogrammes pour les homogénéiser dans toutes les institutions. Agrément de protection civile depuis 2023 (peut intervenir directement en cas de sinistre).

La section recrute de nouveaux membres en région Bretagne et organise beaucoup de formations. Le but est également d'aller à la rencontre des autres acteurs de la sauvegarde du patrimoine.

## **Point groupe de travail « Monuments historiques »**

Le groupe voudrait se réunir plus fréquemment et envisage d'entrer en contact avec :

- l'association des maires de France pour se présenter et mettre en avant les compétences des conservateurs-restaurateurs.
- le collège des Monuments historiques
- le GMH

À noter : les conservateurs-restaurateurs peuvent demander à faire partie de l'association des CAO.A.

## **Activité de la délégation ILE-DE-FRANCE**

La journée « rentabilité » s'oriente vers une Journée d'études sur le thème de l'argent. La journée est co-organisée avec les Archives nationales qui sont soutien et force de proposition et ont poussé dans ce sens. Il ne s'agit pas de répéter et de refaire les ressources qui existent déjà sur le site et le Cloud interne de la FFCR. L'objectif est d'inviter les donneurs d'ordre, ainsi que les formations. Un comité scientifique a été constitué, il y a déjà des modérateurs pour chaque table ronde. L'événement prenant de l'ampleur, il est reporté en mars 2025. Léonie Hénaut, contactée, n'a pas répondu pour le moment. R. Rosini envisage donc de se fonder sur l'étude de D. Amoroso ainsi que sur les publications plus récentes (2020) des études sur la profession de L. Hénaut. Il manque encore des interventions de conservateurs-restaurateurs pour des retours d'expérience de professionnels qui ont réussi à dépasser le fait de ne pas réussir à demander « plus d'argent ». Il y aura également une table ronde sur le thème « comment demander plus d'argent »

## **Portage salarial**

Suite au procès entre une conservatrice-restauratrice et la société de portage salarial qui l'employait (non déclarée en tant que société de portage mais en SAS), la FFCR aimerait travailler sur une fiche pratique, pour diffuser l'information sur le sujet, notamment qu'il existe un organisme, la FEDEPS, qui attribue le label d'État « 0 frais caché » (engagement à ne pas prélever des % abusifs).

A voir si l'activité de conservation-restauration est compatible avec les règles du portage salarial. Les activités qui peuvent faire l'objet d'un portage sont limitées et listées (convention collective du portage).

## **Formations destinées à un public large**

Formations de plusieurs jours pour la chambre des métiers pour des professionnels (artisans).

Retour d'expérience de Jean-Yves Le B., formateur pendant de nombreuses années : sur les 10 premières années, les stagiaires étaient conscients de leurs lacunes et faisaient des stages pour améliorer leurs prestations, « formations continues » pour apprendre davantage. Sur les 8 dernières années, les stagiaires avaient un niveau plus bas, il s'agissait de leur apprendre à déléguer et à savoir à quel moment il faut s'arrêter. Jean-Yves Le B. a arrêté car il s'agissait de faire de la formation initiale et non un ajout à un savoir faire. Ces formations ont permis de faire prendre conscience de la démarche déontologique et de notre métier à part entière qui nécessite une formation spécifique sur plusieurs années.

Magalie T. : les stagiaires font partie des métiers gravitationnels autour de la conservation-restauration et touchent aux œuvres dans leur pratique professionnelle. Ces formations permettent de poser les limites aux stagiaires. Stagiaires qui travaillent sur ces objets quoique l'on fasse. A l'issue de ces formations, la plupart des stagiaires ne touchent plus aux œuvres en dehors de ces journées encadrées par un conservateur-restaurateur. L'ignorance est la pire chose par rapport à la réalité. Ces formations sont de la sensibilisation et de la communication.

Retours des présents : ces formations font débat car c'est une question de limites liées aux gens (formateurs et stagiaires). Un travail sur les intitulés des formations pourrait être fait, afin de mettre en avant qu'il s'agit de donner un cadre et des limites aux stagiaires (stagiaires qui travaillent sur les œuvres dans leur cadre professionnel de toute façon). Communiquer sur ces formations en expliquant qu'elles permettent la défense de notre diplôme et la sécurité des œuvres (elles évitent des mauvaises habitudes et permettent que les stagiaires se limitent eux-mêmes). Le débat sur le sujet reflète un mal être : notre boulot n'est pas assez reconnu et nous pensons que ces formations veulent se substituer à la notre.

Natacha F. : faire le parallèle avec les formations que l'on donne en musée ?

## **UNESCO**

Classement du patrimoine mégalithique de 28 communes dont Carnac à l'UNESCO. Dossier de candidature déposé, classement possible en 2025 si le dossier est accepté. Si le classement est acté, un projet pourrait être proposé avec la FFCR autour de ce patrimoine, notamment avec Emilie H (consœur qui fait son doctorat pour la conservation-restauration de ce patrimoine). Patrimoine, qui jusqu'alors, était géré principalement par les archéologues.

Groupe de travail sur la conservation-restauration des mégalithes, piloté par Emilie H., rédaction d'un guide d'entretien aux abords des mégalithes.

Le CMN est l'association « paysages et mégalithes » sont en demande de chantier école, déjà faits avec les écoles de Tours et l'INP. Travail de constat d'état des mégalithes / travail sur des pierres gravées avec des problèmes de sels et de moisissures.

Il est toujours possible de faire des propositions de « chantier école » aux différentes formations si un sujet s'y prête, mais il ne faut pas que les demandes s'attendent à des prestations professionnelles.

## **Parcours de thèse**

Selon la demande de Gwenola F, retour d'expérience par Natacha F. : possibilité de trouver des parcours de thèse sur le site de l'INP. Il y a des difficultés administratives car plusieurs entités sont rattachées. Doctorat par le projet (sujet de thèse) pour des personnes en activités (professionnels). Autre possibilité via *La fondation des sciences du patrimoine*, qui propose des sujets et finance les recherches.

Une bourse par année est donnée de manière non équitable aux différents doctorants (INP). La bourse est attribuée de manière très aléatoire pour 3 ans. Dans la réalité, les doctorants professionnels font leur thèse en 6 ans. L'INP suit difficilement les doctorants. Les directeurs de thèse ne peuvent pas être choisis par le doctorant (ex. le sujet de Natacha porte sur un sujet technique de conservation-restauration du patrimoine archéologique, son directeur est archiviste, il doit obligatoirement travailler à Cergy). Il n'y a pas de laboratoire associé qui permet la recherche avec l'INP ou Cergy. Natacha essaye de mettre en place une convention entre un laboratoire Breton et Cergy. Il y a une obligation de rendu tous les ans (vingtaine de pages environ).

## **CGV et devis**

Mettre les CGV sur nos devis, ils constituent une protection en cas de litige, c'est une obligation sociale pour les clients privés (en cas de litige, le consommateur doit pouvoir justifier d'avoir été informé des CGV). Il faut également notifier pour la signature « lu et accepté les CGV » (conditions de stockage, confidentialité, assureur, avenants, réévaluation de prix, reproduction du devis, durée de validité du devis, acompte, frais de stockage, etc). Protection de l'entreprise et droits du consommateur.

Penser à actualiser les devis et le prix horaire par année. Vérifier les révisions tarifaires dans les appels d'offre.

Calcul des transports : travail à envisager pour savoir comment chacun les évalue ?

## **Site internet**

Gwenola F. se propose en remplacement de Louise P.

## **Nouveaux projets, 2025-2026 ?**

- le calcul des frais de transports
- Le calcul des mandats lors d'appels d'offre
- Formation nettoyage avec gels / chimie